

16 DEC. 2025

Arrêté préfectoral du
portant levée de la mise en demeure prise à l'encontre de la SA BESSAC TPC,
exploitant une carrière de diabases et une installation de lavage et de criblage des
matériaux aux lieux-dits « Le Rivet », « Combe du Rivet », « Puech Grand »
et « Le Mazot » sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonnié

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO en qualité de sous-préfet de Castres ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 autorisant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter, avec extension, une carrière de diabases et une installation de lavage et de criblage des matériaux aux lieux-dits « Le Rivet », « Combe du Rivet », « Puech Grand » et « Le Mazot » sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonnié ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025 mettant en demeure la SA BESSAC TPC, domiciliée au lieu-dit « Le Rivet » sur le territoire de la commune de Réalmont (81120), de respecter les dispositions des articles TP6, DG2, DP2 et DP3 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 précité dans un délai de 6 mois ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 30 novembre 2025 ;
- Considérant** que la SA BESSAC TPC a fait évacuer les véhicules hors d'usage de son site ;
- Considérant** que l'exploitant a reprofilé les plateformes en bordure du Dadou conformément à ce qui était prescrit ;
- Considérant** qu'au jour de l'inspection la route départementale était propre ;
- Considérant** que l'exploitant a entrepris les démarches nécessaires pour la sécurisation de son installation de traitement mais que le conseil départemental du Tarn a refusé pour raisons de sécurité de la route départementale ;
- Considérant** que cette disposition sera réactualisée dans le cadre du dossier de renouvellement et d'extension de la carrière ;
- Considérant** que la SA BESSAC TPC a satisfait aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé du 10 mars 2025 ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres ;

Arrête

Article 1 : Levée de la mise en demeure

L'arrêté préfectoral du 10 mars 2025 mettant en demeure la SA BESSAC TPC, domiciliée au lieu-dit « Le Rivet » sur le territoire de la commune de Réalmont (81120), de respecter, dans un délai de 6 mois, les dispositions des articles TP6, DG2, DP2 et DP3 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 précité est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Montredon-Labessonnié en vue de l'information des tiers.

Le présent arrêté est affiché par les soins du maire de Montredon-Labessonnié dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pour une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

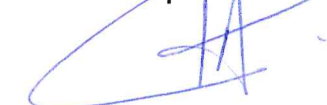
Article 4 : Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Montredon-Labessonnié sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SA BESSAC TPC.

Fait à Albi, le

16 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres



Laurent GANDRA MORENO